



ÉDUCATION

Les orientations de
la rentrée scolaire
2026-2027 **PAGE 8**

Édouard Geffray : « Les élèves qui rendent des copies mal rédigées ne peuvent pas avoir le bac »

Le ministre de l'Éducation nationale dévoile au « Figaro » les orientations de la rentrée scolaire 2026-2027.

Propos recueillis par
Caroline Beyer et Emma Ferrand

Maîtrise du langage, raisonnement mathématique et réaffirmation de l'autorité de l'école. La rentrée 2026 sera placée sous le signe d'un retour aux fondements de l'école. Dans sa circulaire de rentrée publiée ce 7 mai au bulletin officiel, Édouard Geffray, 7^e ministre de l'Éducation du second quinquennat Macron, donne dans la simplicité et la concision. Pas de grandes réformes structurelles au programme avant la présidentielle. À l'heure de la baisse du niveau, l'objectif fixé est simple : faire progresser les élèves.

LE FIGARO. - Il n'y aura pas de grande réforme à la rentrée 2026. Pourquoi ?
ÉDOUARD GEFFRAY. - Il y en a déjà eu beaucoup. Il s'agit maintenant d'assurer leur déploiement. À chaque réforme structurelle, l'énergie tout entière de l'institution passe dans leur mise en œuvre. Il faut revenir au cœur de métier. En 2026, je souhaite que toute cette énergie soit tournée vers la progression des élèves, car nous avons un problème de niveau. Il faut être lucide. Nous devons donc prendre le temps de travailler sur les pratiques pédagogi-

ques en français et en mathématiques.

C'est donc l'éternel retour aux « savoirs fondamentaux », comme beaucoup de vos prédécesseurs l'ont aussi promis...

Je n'emploie pas ce mot dans la circulaire de rentrée. Je n'ai rien contre les savoirs fondamentaux. C'est évidemment la clé. Mais à l'école primaire, la polyvalence des enseignements doit être au service de ces savoirs. En d'autres termes, on ne fait pas du français uniquement pendant les heures de français, mais aussi en histoire-géographie, en mathématiques... Mes deux priorités sont la maîtrise du langage et le raisonnement scientifique. Si l'on ne veut pas tomber dans un univers où tout sera certifié par des « like » ou par la foule, il faut que nos élèves aient le réflexe du raisonnement et de la preuve.

Sur la maîtrise du langage, vous voulez bannir les « textes à trous ».

Que reflète cette pratique ?

C'est une forme de facilité. Avec un texte à trous, le professeur peut espérer que ce sera plus simple pour l'élève. En réalité, un élève qui remplit des trous ne formule pas une pensée complète. Le geste scripteur est un élément de mémorisation et de construction de la pensée. Pour moi, c'est donc à proscrire, sauf cas particuliers, notamment pour certains élèves en situation de handicap. Depuis trente ans, la pratique de l'écrit s'est beaucoup affaiblie à l'école primaire. Pourtant, écrire permet de développer les facultés cognitives. Cela passe par la capacité à recopier une partie croissante de la leçon. Ensuite, si la traditionnelle dictée a toute sa place, j'estime qu'elle ne doit pas être l'alpha et l'oméga de

l'écriture en France. Je crois beaucoup à l'écriture d'invention, de quelques lignes en CE1 jusqu'à plusieurs pages au lycée. Tout cela se forge, à plus forte raison dans l'univers du « swipe » sur les téléphones et sur les tablettes.

Vous avez récemment annoncé que les notes du bac prendront en compte « la qualité rédactionnelle ».

Quel sera le barème ?

L'inspection générale travaille sur un barème pour toutes les épreuves, y compris les disciplines scientifiques, où l'orthographe n'était pas considérée comme prioritaire. Si un raisonnement mathématique est juste mais mal rédigé, l'élève n'aura pas 20 sur 20. Il y aura des consignes précises pour qu'à la fin, aucun professeur ne s'entende dire : « Au pire, vous lisez à voix haute et si vous comprenez le sens global de la copie, vous mettez la moyenne. » J'ai par ailleurs demandé aux recteurs de s'assurer personnellement que les commissions d'entente académiques respectent les consignes nationales. Sinon, à la fin, ce n'est plus le même diplôme pour tout le monde. Les élèves qui rendent des copies mal rédigées ne peuvent pas avoir le bac. Ce serait leur mentir sur leur niveau. Je préfère avoir des bacheliers en moins plutôt que de fabriquer de la frustration dans la suite de notre parcours.

Quid de l'intelligence artificielle à l'école ?

Oui, il y a eu beaucoup de choses et nous continuons de former les professeurs des écoles dans le cadre du plan mathématiques. Pour remonter le niveau global, il faut compter dix ans, comme on l'a vu au Portugal ou au Maroc. Depuis 2022, les évaluations

nationales montrent une remontée à l'école primaire. Mais le collège, c'est le moment du grand écart. Vous y entrez bon ou excellent et vous vous en sortez à peu près bon ou excellent pour 3 à 4 % élèves. Vous y entrez fragile, vous en ressortez fragile ou en grande difficulté. L'enjeu est de remonter le niveau au collège, en s'attaquant à la grande difficulté scolaire comme nous le faisons, mais aussi en cultivant l'excellence des élèves.

Dans votre circulaire de rentrée, vous évoquez votre volonté de réaffirmer l'autorité de l'école comme institution, et de garantir la protection des enseignants face à la violence. Comment y parvenir ?

Cela commence par rétablir une forme de civilité. Pour les enfants, là encore, il est question de maîtrise du langage. Avec un lexique pauvre, les jeunes ont tendance à banaliser l'insulte, ce qui est inconcevable. Pour les parents, il faut rétablir l'idée que l'école n'est pas un

prestataire de services, mais une institution : les familles bénéficient d'un service public (*qui coûte à l'État en moyenne 10 000 euros annuels par élève, NDLR*). C'est un engagement qui se respecte. À la rentrée scolaire prochaine, nous diffuserons une communication, qui explique ce qu'on est en droit d'attendre de l'école et ce qu'on lui doit. Il faut que le parent reprenne sa juste place au sein de l'école, car il a aussi un rôle à jouer sur la réussite scolaire de son enfant. En raison des règles de sécurité, l'école s'est physiquement fermée aux familles. L'arrivée de Pronote et autres outils numériques a aussi contribué à placer une distance. Des parents écrivent des mails aux personnels de l'éducation, parfois froids et procéduriers. Cette évolution culturelle, nous devons la corriger. Au-delà, certains comportements relèvent d'un autre ordre. Pour les rares parents qui ne respecteraient pas le corps enseignant et les personnels, nous sommes en train d'étudier

d'éventuelles mesures administratives, en plus des sanctions pénales existantes. L'idée est de protéger l'institution face à des parents qui contribueraient à créer un climat délétère. ■

« À la rentrée scolaire, nous diffuserons une communication qui explique ce qu'on est en droit d'attendre de l'école et ce qu'on lui doit.

Il faut que le parent reprenne sa juste place au sein de l'école car il a aussi un rôle à jouer sur la réussite scolaire de son enfant »



« Nous avons un problème de niveau, il faut être lucide », avoue Édouard Geffray, ministre de l'Éducation (ici, au Palais de l'Élysée, en juin 2025). LUDOVIC MARIN / AFP